



Annie LE HOUÉROU, votre députée

4^{ème} circonscription des Côtes d'Armor



VOUS INFORME

Avec

le Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen

Octobre 2012

Sur le projet européen de François Hollande

La zone euro est-elle sortie de la crise ?

Le pire -c'est-à-dire la crainte d'un éclatement de la zone euro- est passé. Le compromis de Bruxelles a permis un rééquilibrage entre la croissance et le désendettement mais sa mise en œuvre doit aller beaucoup plus vite. Il faut qu'avant la fin de l'année, les fonds prévus par le plan de relance soient mobilisés, que l'Union bancaire soit sur les rails et que les nouveaux mécanismes de solidarité entrent en vigueur (MES, BCE) pour les Etats en difficulté (Espagne, Portugal, Grèce) qui ont fait tous les efforts d'ajustement demandés. C'est la seule manière de desserrer la contrainte de l'austérité qui pèse sur eux.

François Hollande récuse la thèse selon laquelle l'Allemagne porte la charge principale de la solidarité. Tous les pays y participent dans le cadre du MES. C'est pourquoi, **il entend remettre sur la table la mutualisation partielle des dettes (eurobonds) qui est le chaînon manquant de l'Union budgétaire.** La plus grande menace qui plane sur l'Europe est de n'être plus aimée par ses peuples. Son défi est de donner du sens à son projet et de l'efficacité à ses décisions. En d'autres termes, **l'Europe doit se concentrer sur la réorientation de ses politiques plutôt que sur ses problèmes institutionnels. C'est l'idée d'intégration solidaire défendue par le chef de l'Etat.**

Quel est le contenu de cette « intégration solidaire » face aux propositions d'inspiration fédéraliste d'Angela Merkel ?

Le débat des années 60 entre Europe fédérale et Europe des Nations est dépassé par l'élargissement à 27 et la création de la zone euro. Il faut acter cette évolution en passant d'un modèle unique à une « Europe à plusieurs vitesses » où les pays qui veulent avancer plus vite dans l'intégration ne sont pas entravés par les autres.

Comme l'Allemagne, la France considère que la zone euro est son « noyau dur » et qu'elle doit parachever son intégration monétaire par une intégration politique où elle aura la maîtrise de ses décisions sans être entravée par ceux qui n'en sont pas. Mais là où Mme Merkel souhaite un nouveau cadre institutionnel, François Hollande tire la leçon de l'échec du traité constitutionnel de 2005 en privilégiant le contenu et la réorientation de ses politiques. « Les Européens doivent savoir ce qu'ils veulent faire ensemble ». L'union budgétaire, l'union bancaire et l'union sociale sont les étapes qui doivent concrétiser ce projet d'intégration solidaire d'ici à 2014. Sur la gouvernance de la zone euro, il préconise une approche pragmatique : l'autonomie du conseil de la zone euro, un mandat plus long et plus clair de son président, un fonctionnement plus réactif avec des rencontres mensuelles. C'est aux élections européennes de trancher le projet politique et institutionnel qui chapeautera ces avancées.

La France et l'Allemagne sont-elles encore le couple moteur de l'Union européenne ?

Leur entente accélère, leurs désaccords freinent. Le sens de l'intérêt européen qu'ont François Hollande et Angela Merkel permet de trouver des compromis. Mais il ne peut y avoir une relation exclusive. Des divergences existent et il faut savoir s'appuyer sur d'autres partenaires pour obtenir gain de cause. Le compromis de Bruxelles en juin en a été l'exemple.